



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex  
Mel : [unsen@cgteduc.fr](mailto:unsen@cgteduc.fr) - Site : [www.cgteduc.fr](http://www.cgteduc.fr)

### **E3C : Contraint d'entendre l'opposition aux E3C, le ministre se limite à quelques assouplissements, loin des revendications des élèves et personnels en lutte.**

Dans un communiqué de presse daté du 12 mars 2020, JM Blanquer a préconisé 4 assouplissements de l'organisation de la deuxième session d'E3C.

La première proposition retenue est « l'ouverture de la Banque Nationale de Sujets (BNS) à tous les enseignant.es et, dans un second temps, au grand public dès lors qu'un nombre suffisant de sujets par discipline est atteint ». Cette décision, de bon sens pour l'ouverture aux personnels, nous semble bien tardive, et révèle, une fois de plus, l'impréparation de cette réforme. La CGT Éducation considère néanmoins que l'accès des élèves aux sujets risque d'accroître les inégalités entre celles et ceux disposant des conditions nécessaires à la préparation de ces sujets et les autres.

Le second « *assouplissement* » concerne le calendrier de la deuxième session : « *les épreuves pourront se dérouler, au choix des établissements à partir du 20 avril (...) et jusqu'à la fin du mois de juin* ». Le ministre reconnaît donc implicitement que le calendrier initial n'était pas tenable pour les élèves et les enseignant.es.

Dans le même temps, le ministère demande à ce que les élèves passent leurs épreuves sur leur emploi du temps « *normal* ». Pour la CGT Éduc'action, il est toujours inacceptable d'organiser des épreuves de baccalauréat sans cadrage national et conditions normales d'examens.

Enfin, « un temps de concertation pour les professeurs selon les modalités définies dans les établissements » est annoncé par le ministre. Pour la CGT Éduc'action, ce temps de concertation, s'il est indispensable, doit être défini et précisé nationalement afin d'en garantir l'existence dans tous les lycées.

Avec ou sans aménagement, les E3C restent un outil de tri social. Quels que soient les assouplissements envisagés, la CGT Éduc'action rappelle son opposition totale à ces réformes du baccalauréat et du lycée général et technologique, construites pour permettre la sélection à l'entrée de l'université et elle continue d'exiger leur retrait ainsi que le retour à des épreuves d'examens ponctuelles et terminales.

Montreuil, le 12 mars 2020